



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

1. CADRE JURIDIQUE ET CONTEXTE

1.1 Cadre juridique du rapport d'orientation budgétaire

Le débat d'orientation budgétaire, institué par la Loi du 06 février 1992, et modifié par la Loi du 07 août 2015 (dite Loi NOTRE), est un temps fort du débat démocratique local. Obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants, il est **l'occasion pour la municipalité de présenter ses prévisions et ses projets, et de les mettre au débat avant le vote du budget.**

Ce rapport retrace notamment :

- des éléments de conjoncture sur la santé financière des collectivités
- le contexte économique et financier national et les mesures prévues dans le Projet de Loi de Finances (PLF) 2024 ;
- les évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes ;
- les engagements pluriannuels envisagés ;
- la structure et la gestion de la dette contractée.

Enfin, pour les communes de plus de 10 000 habitants, des exigences supplémentaires sont imposées concernant la structure et l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs. Bien que Quetigny n'appartienne plus à la strate démographique des collectivités de +10 000 habitants, ces éléments continuent de figurer au DOB (annexe 7) dans un souci de cohérence et de transparence budgétaires.

1.2 La santé financière des collectivités en 2023 : quel bilan après les crises ? Comment se situe Quetigny par rapport à la moyenne des communes ?

Alors que les collectivités territoriales étaient sorties de la crise sanitaire renforcées, avec des niveaux d'épargne en hausse (en 2021 et 2022), elles semblent aujourd'hui très affectées par l'inflation et la hausse des dépenses de personnel et des prix des énergies.

La dégradation des comptes locaux : tension sur le fonctionnement, hausse de l'endettement

Selon les notes de conjoncture, entre 2022 et 2023, la hausse des dépenses de fonctionnement (+5,5%) a été, en 2023, supérieure à celle des recettes (+4.3%), pourtant dynamiques, grâce à la forte revalorisation des bases d'imposition.

La période 2022-2023 se traduirait ainsi pour les communes par un effet ciseau accentué entraînant un repli des soldes d'épargne (brute et nette).

Profitant d'une valorisation exceptionnelle des bases (+7,1%), **très peu de communes ont actionné le levier fiscal en 2023** : hors Paris, le taux du foncier bâti ne progresse que de 0,9%.

Les collectivités locales et les communes plus spécifiquement ont continué à investir assez fortement en 2023, même si une partie de l'augmentation des dépenses serait expliquée par l'inflation et également liée à la concrétisation de projets qui ont été retardés par la pandémie.

Cet effort aurait nécessité un recours important à l'emprunt, entraînant une augmentation de l'endettement.

En projection, le Sénat estime que les collectivités connaîtraient un besoin de financement de 2,9 milliards d'euros en 2024.

Données concernant les communes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	22/21 %	2022 Mds €	23/22 %	2023p Mds €	FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	22/21 %	2022 Mds €	23/22 %	2023p Mds €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)	+ 5,0	91,9	+ 4,3	95,9	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (4)	+ 10,8	24,6	+ 7,8	26,5
Recettes fiscales	+ 4,6	60,9	+ 4,7	63,8	financées par :				
Dotations et compensations fiscales	+ 2,7	15,9	+ 2,9	16,4	- Autofinancement (5)=(3)-(9)	+ 7,1	11,9	+ 11,6	13,3
Participations	+ 6,1	3,4	+ 5,1	3,6	- Recettes d'investissement (6)	+ 5,3	11,6	+ 5,4	12,3
Produit des services	+ 13,5	6,9	+ 3,6	7,1	- Flux net de dette (7) =	-	+ 1,1	-	+ 1,0
Autres	+ 6,7	4,8	+ 4,6	5,0	- Emprunts nouveaux*	+ 15,4	7,4	+ 0,0	7,4
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	+ 5,6	78,5	+ 5,5	82,8	- Remboursements (8)*	- 0,7	6,3	+ 1,2	6,4
Dépenses de personnel	+ 4,9	42,1	+ 4,5	44,0	VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (9)	-	+ 1,5	-	- 0,2
Charges à caractère général	+ 10,9	19,6	+ 9,0	21,4	ENCOURS DE DETTE au 31/12	+ 1,2	65,6	+ 1,6	66,6
Dépenses d'intervention	+ 2,8	13,7	+ 3,5	14,2	Budgets principaux				
Autres	- 3,8	1,8	+ 0,0	1,8	p : prévisions				
Intérêts de la dette	- 4,7	1,3	+ 14,7	1,5	* hors opérations financières				
ÉPARGNE BRUTE (3)=(1)-(2)	+ 1,9	13,4	- 2,6	13,1	(9)=(3)+(6)+(7)-(4)				
ÉPARGNE NETTE (3bis)=(3)-(8)	+ 4,3	7,1	- 6,1	6,7					

Y compris la collectivité unique à statut particulier "Ville de Paris"

Source : La Banque Postale, Note de Conjoncture, septembre 2023

En 2023, Quetigny a suivi une trajectoire singulière présentant une santé financière améliorée

Anticipant la présentation détaillée du compte administratif, **relevons que la période 2022-2023 se traduit pour la commune de Quetigny par une trajectoire qui se distingue de la tendance constatée en moyenne par les communes en France.**

A l'inverse de l'effet ciseau partagée par une majorité de collectivité, Quetigny a renoué avec une dynamique plus nette sur ses recettes de fonctionnement (+2,8%) que sur ses dépenses (+2,5%) permettant ainsi d'améliorer son niveau d'épargne.

Quant aux variations enregistrées sur les dépenses et les recettes entre les deux exercices, Quetigny affiche des évolutions moins importantes que celles constatées en moyenne par les communes **(en comparaison avec les données encadrées dans le tableau ci-dessus) :**

- Alors qu'en moyenne les communes ont vu leurs charges bondir de + 5,5%, Quetigny accuse une hausse modérée de +2,5% qui s'explique principalement par une masse salariale maîtrisée (+2,2% à Quetigny contre +4,5% en moyenne) alors même que ce chapitre pèse pour 70% des dépenses totales.
- Sur le volet des recettes (variation de +2,8% contre 5,5% en moyenne), Quetigny ne profite pas aussi pleinement des dynamiques nationales : le coefficient de revalorisation des bases s'applique sur une assiette limitée au regard du poids des locaux commerciaux. Par ailleurs, Quetigny ne bénéficie qu'à la toute marge de la hausse des dotations de l'Etat.

Ainsi, jusqu'ici la commune de Quetigny a réussi, dans un contexte dégradé, à maintenir ses grands équilibres financiers en s'appuyant sur une culture de gestion raisonnable, et à porter ses investissements structurants, préparant l'avenir.

Dans le cadre du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024, les arbitrages politiques ont été arrêtés sur des propositions permettant de **maintenir le niveau et la qualité des services municipaux sans activer le levier fiscal** (c'est-à-dire sans augmenter les taux de foncier). Quant au programme d'investissement, il reste ambitieux et reflète les objectifs fixés dans le projet de mandat.

Santé financière des collectivités après les crises : ce qu'il faut retenir

Alors que les collectivités territoriales étaient sorties de la crise sanitaire renforcées, avec des niveaux d'épargne en hausse, elles semblent aujourd'hui très affectées par l'inflation et la hausse des dépenses de personnel et des prix des énergies.

La période 2022-2023 se traduit en moyenne pour les communes par un repli des soldes d'épargne (brute et nette).

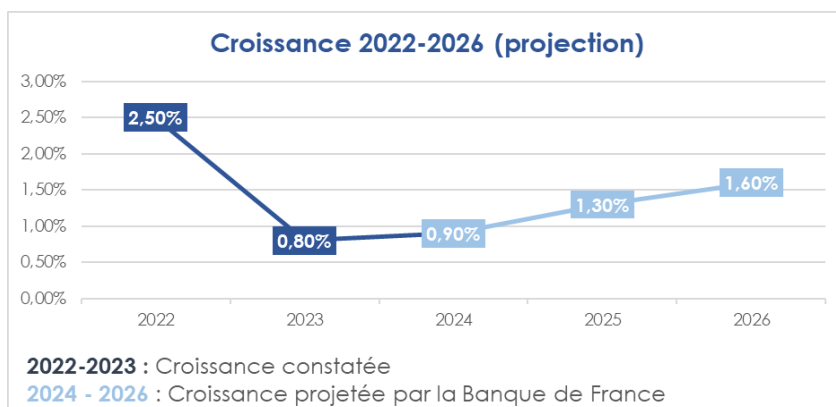
Quetigny se distingue à cet égard de la tendance nationale en renouant, en 2023 avec un niveau d'épargne brute plus important qu'en 2022.

1.3 Contexte économique et financier

Une reprise économique lente, une croissance à la peine

Après une année 2020 fortement impactée par la crise du covid-19 et deux années 2021 et 2022 marquées par la reprise économique, l'économie française se stabilise. Les projections économiques réalisées par la Banque de France envisagent une croissance du PIB de 0.8% en 2023, et de 0.9% en 2024.

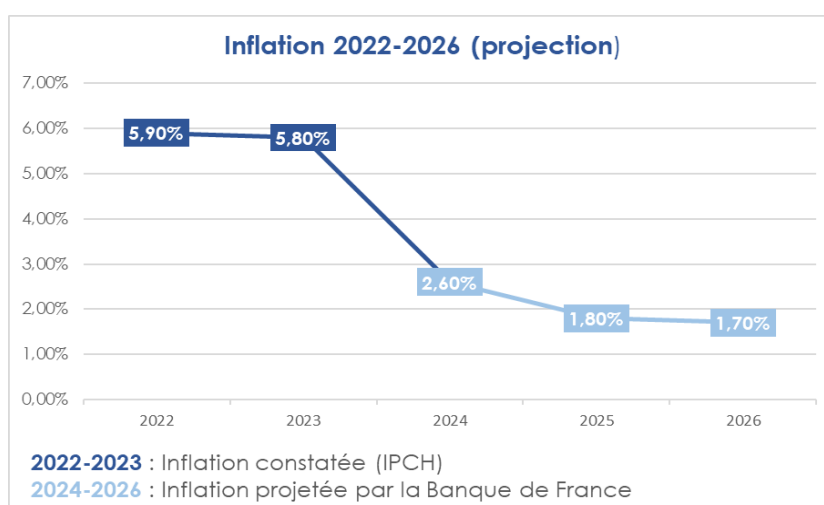
Le plus fort de la crise semble passé. La croissance est faible, mais l'hypothèse d'une récession, si elle ne peut pas être totalement exclue, est pour le moment écartée.



Une inflation ralentie mais tenace

La très forte augmentation de l'inflation a marqué les années 2022 et 2023 avec des inflations annuelles à respectivement 5.9% et 5.8%. En 2024, l'inflation va se poursuivre mais serait plus faible en se stabilisant autour de 2.6%.

Les collectivités souffriront de cette inflation à plusieurs titres : la hausse du point d'indice évoqué plus haut va continuer à impacter directement les budgets locaux. Elles devront également faire face à la hausse importante des coûts de l'énergie et des révisions des prix dans le cadre des marchés publics.



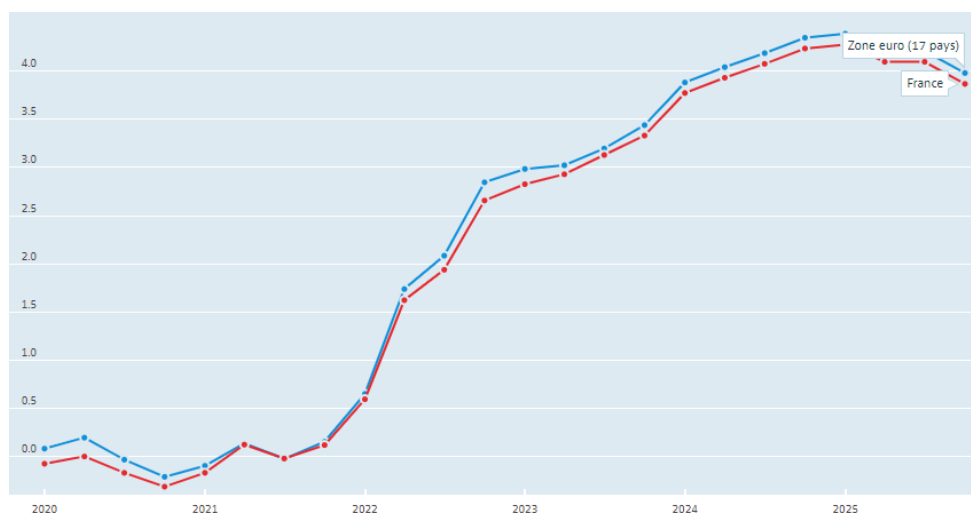
Pas de relâchement immédiat sur les taux d'intérêt stabilisés à 4%

Les banques centrales américaines et européennes ont fait le choix d'augmenter leurs taux d'intérêt pour ralentir l'inflation : les entreprises comme les particuliers empruntent moins, ce qui entraîne une baisse de la demande (et de l'offre, puisque les entreprises n'investissent plus) et donc un ralentissement de l'inflation.

Les taux courts, notamment l'Euribor 3 mois, sont redevenus positifs en 2022 et ont continué cette progression en 2023.

Le taux directeur de la Banque Centrale Européenne est quant à lui supérieur à 4% et aucune baisse ne semble pour le moment envisagée.

L'OCDE n'envisage pas de baisse significative des taux à long terme avant le second semestre 2025 : les taux se stabiliseront autour de 4% et les baisses, si elles ont lieu, seront faibles.



Source : Projection de l'évolution des taux à long terme - OCDE Janvier 2024

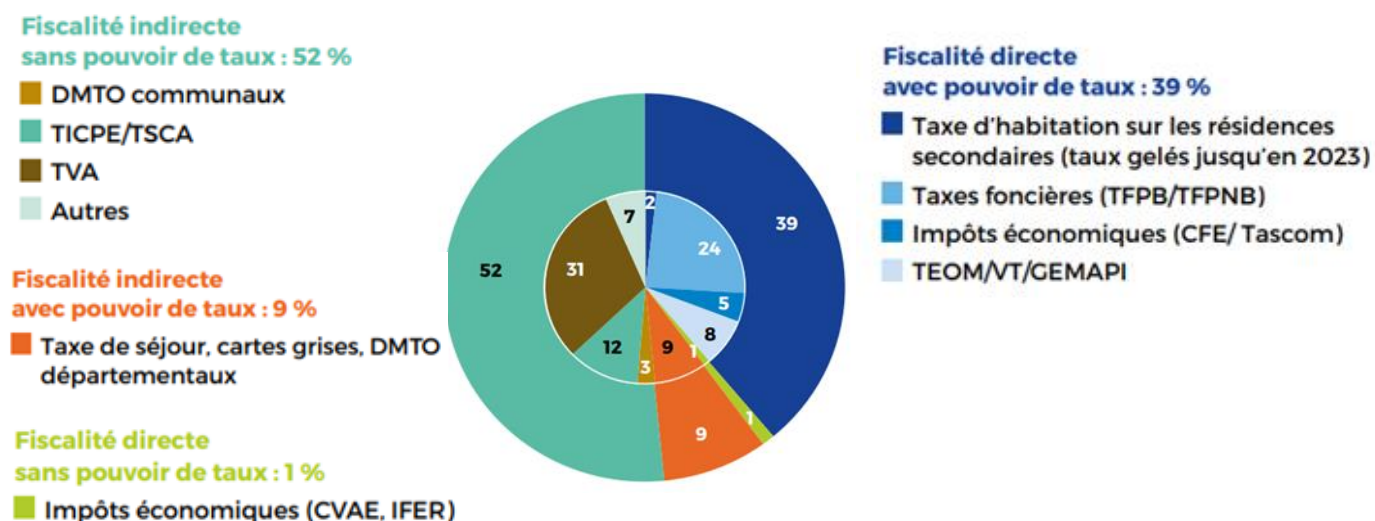
Des marges de manœuvre réduites pour les collectivités

Pour les collectivités, la réduction des marges de manœuvre s'apprécie à deux niveaux : via la perte de leviers fiscaux et le fléchage des dotations.

La **baisse des marges de manœuvre fiscales** n'est pas nouvelle mais cette tendance s'est accentuée avec la suppression de la Taxe d'habitation puis de la CVAE.

Dans son rapport annuel sur les finances locales, la Cour des Comptes a alerté sur la **réduction de plus en plus importante de la marge de manœuvre fiscale des collectivités**. Le nombre d'impôts dont elles peuvent fixer les taux elles-mêmes diminue, et ces recettes sont remplacées par des ressources versées directement par l'État et sur lesquelles les assemblées délibérantes n'ont aucune prise. Le graphique ci-après détaille le poids des fiscalités directe et indirecte.

Décomposition de la fiscalité locale 2023 (en%)



Source : La Banque Postale, balances DGFIP, Brochure explicative du Gouvernement

Quant au **renforcement du fléchage des dotations**, il se traduit concrètement avec la montée en puissance du Fonds Vert (voir détail ci-après au 1.4), la part croissante de la DSIL et de la DETR allouée aux opérations vertes et la multiplication des appels à projets étiquetés « transition écologiques ».

Si l'objectif de verdissement des subventions étatiques semble louable et que les collectivités sont en effet pleinement concernées par le dérèglement climatique, plusieurs associations d'élus alertent cependant sur un fléchage trop important de ce fonds. Le fait que les collectivités soient obligées de répondre à ces critères environnementaux pour obtenir des financements de la part de l'Etat porte selon elle atteinte à « leur pouvoir de décision ».

Contexte économique et financier : ce qu'il faut retenir

L'inflation devrait se poursuivre en 2024 mais serait plus faible en se stabilisant autour de 2.6%. Ainsi les budgets locaux continueront d'être affectés par le contexte inflationniste (coût des énergies, point d'indice des agents publics...).

Les taux d'intérêts devraient se stabiliser autour de 4%.

Les marges de manœuvre des collectivités se réduiront encore davantage du côté de la fiscalité et des critères de co-financements (fléchage des subventions).

1.4 Loi de finances pour 2024 : les dispositions concernant les collectivités

La fin du « quoi qu'il en coûte »

L'État va en 2024 mettre un terme aux mesures mises en place en 2020 pour accompagner les collectivités au plus fort de la crise, ce qui a été qualifié de politique du « quoi qu'il en coûte ».

Alors que le bouclier tarifaire et le filet de sécurité sont maintenus, le dispositif d'amortisseur électricité (le seul dispositif auquel Quetigny est éligible) est revu à la baisse : le plafonnement intervient au-delà de 250€/MWh (contre 180€ en 2023).

Le verdissement affiché des finances locales : budget vert et dette verte

La transition écologique est une priorité régulièrement affirmée par le gouvernement. Les collectivités sont invitées à participer à ce mouvement, notamment à l'occasion de la présentation de leur budget. Ces mesures sont principalement déclaratives : les collectivités n'ont pas l'obligation d'atteindre un quelconque seuil, mais simplement de rendre publiques certaines informations via deux annexes spécifiques au compte administratif : le budget vert et la dette verte.

Plus précisément, les articles 191 et 192 de la loi de Finances instaurent, pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, l'élaboration de deux annexes nouvelles pour le prochain compte administratif 2024 :

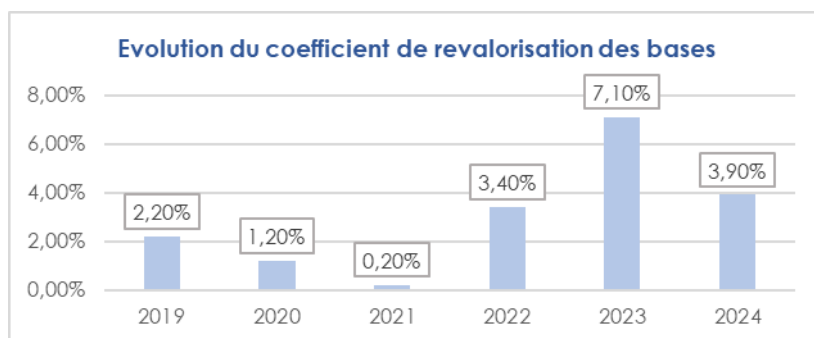
- « Impact du budget pour la transition écologique », plus simplement nommé « budget vert » qui sera obligatoire à pour le compte administratif 2024
- « Etat des engagements financiers concourant à la transition écologique », soit la « dette verte » qui sera facultative.



La méthodologie, probablement inspirée de la taxonomie verte de l'Union Européenne, sera prochainement **précisée par décret** pour les collectivités territoriales.

La fiscalité : la revalorisation des bases

Après une année 2023 exceptionnelle, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives sera de **+3,9% en 2024**.



Pour mémoire, les bases de foncier bâti des locaux d'habitation et des locaux industriels sont revalorisées par le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.

En revanche, conformément à l'article 1518 ter du CGI, **les bases des locaux professionnels** sont mises à jour chaque année en actualisant la grille tarifaire à partir de laquelle elles sont calculées. Sur la commune de Quetigny, les bases des locaux professionnels pèsent pour 45% dans le total des bases.

Les nouvelles exonérations en faveur de la transition écologique

La Loi de Finances 2024 élargit les exonérations de la taxe foncière en faveur de l'efficacité énergétique.

Certaines exonérations sont facultatives et ne seront pas compensées par l'Etat :

- Les logements achevés depuis plus de 10 ans dans lesquels ont été réalisés certains travaux de rénovation énergétique.
- Les logements neufs disposant d'un niveau élevé de performance énergétique.

Enfin, la nouvelle exonération en faveur des logements sociaux faisant l'objet de lourds travaux de rénovation énergétique sera quant à elle obligatoire donc compensée par l'Etat à hauteur de 7M€.

Une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) réalimentée

Sur l'enveloppe totale de DGF des communes, la dotation forfaitaire est stable par rapport à 2023 mais les dotations de solidarité (urbaine et rurale) seront abondées respectivement de 140 et 150 millions d'euros. Quetigny devrait ainsi voir son montant total de DGF se maintenir entre 2023 et 2024 : la baisse de la dotation forfaitaire devrait être contrebalancée par la majoration de la DSR.

Le verdissement renforcé des dotations d'investissement

La **DSIL** et la **DETR** se maintiennent à respectivement 570 millions d'euros et 1.046 milliards d'euros avec un fléchage quasi-systématique sur des projets locaux à empreinte verte.

La Loi de Finances pour 2024 abonde également le **Fonds Vert** d'environ 500 millions d'euros pour atteindre 2,5 milliards d'euros. Ce fonds, créé en 2022, a pour objet de financer les investissements des collectivités sur la période 2023-2027, à la condition que ces investissements s'inscrivent dans le cadre de la transition écologique.

En 2023, Quetigny a bénéficié de plusieurs Fonds Verts pour ses projets locaux :

- Le Fonds Vert « Recyclage Foncier » d'un montant de 600 000€ pour l'opération de déconstruction du bâtiment Ex-Enita.
- Le Fonds Vert « Appui à l'ingénierie » d'un montant de 160 000€ pour les études thermiques des bâtiments municipaux.
- Le Fonds Vert « Renaturation des villes et des villages » pour un montant de 55 200€ environ pour les aménagements autour de la Résidence Intergénérationnelle.

En 2024, trois Fonds Verts seront sollicités pour les opérations de démolition du Chalet Fanfare, la rénovation de l'éclairage public et les travaux portant sur la cantine des Aiguillons.

Loi de Finances pour 2024 : ce qu'il faut retenir

La Loi de Finances pour 2024 est source de peu de changements : cette loi s'inscrit dans la continuité des réformes précédentes.

Les mesures protectrices prises au plus fort de la pandémie sont peu à peu supprimées.

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives viendra dynamiser les recettes fiscales pour les communes.

Elle confirme l'objectif de verdissement des finances publiques avec l'introduction du budget vert et de la dette verte (mesures symboliques à ce stade), la majoration du Fonds Vert et les nouvelles exonérations fiscales liées aux travaux thermiques.

2. LES PRIORITES MUNICIPALES POUR 2024

Malgré un contexte budgétaire largement contraint et complexifié par la crise énergétique et les revalorisations successives des rémunérations des agents publics, **la commune de Quetigny tiendra ses objectifs en poursuivant la mise en œuvre du programme de mandat 2020-2026.**

L'année 2024 se caractérisera par un effort d'investissement particulièrement élevé en lien notamment avec ses opérations structurantes adoptées dans le cadre d'autorisations de programmes pluriannuelles.

En 2024, Quetigny rejoignant les communes disposant d'un « Quartier Prioritaire de la Ville », cette reconnaissance nous permettra de poursuivre les actions conduites dans les quartiers et de développer de nouvelles mesures (programme sur l'alimentation saine et accessible pour tous, activités gratuites au sein de la Parenthèse, refonte des aides du CCAS...).

Les priorités d'action s'articuleront autour des axes suivants :

Renforcer l'attractivité communale

L'année 2024 sera marquée par la livraison du bâtiment « **La Parenthèse** » qui sera inauguré le 16 mars. **Ce futur Tiers-Lieu jouera pleinement son rôle de lieu de rencontres, de lien social et d'animations culturelles et socio-éducatives en plein cœur de ville.**

Les **programmes de logements se poursuivront** traduisant la volonté politique de répondre aux nouveaux besoins en termes de parcours résidentiels des habitants et en accueillant de nouvelles familles.

Aussi, les aménagements autour de la Place Centrale se parachèveront en 2024 avec la création d'un **pôle mobilité au terminus du tram, le verdissement de la Place Centrale** et les travaux de l'immeuble Elithis.

2024 sera l'année de la déconstruction des bâtiments ex-Enita sur le futur site qui accueillera **le campus Vatel. Cette nouvelle offre éducative et qualifiante, organisée en bi-sites (Quetigny et Dijon), représente une belle opportunité pour la commune, venant encore davantage renforcer son attractivité résidentielle et son rayonnement au sein de la Métropole.**

Une commune Solidaire

La commune, de concert avec son CCAS, joue pleinement son rôle d'acteur essentiel de l'action sociale de proximité. En complément des secours d'urgence qui ont été étoffés depuis la crise sanitaire, la commune a mis en place, en 2023, le bonus énergie municipal d'un montant plafond de 70 euros. **La réussite de cette mesure a convaincu la municipalité de renouveler un soutien global auprès des plus fragiles avec la mise en place du panier inflation qui sera compris entre 50€ et 200€.**

La Solidarité se concrétise également à Quetigny par l'accès à tous aux droits, aux services publics et à l'appui dans les démarches administratives du quotidien.

En renfort des guichets et permanences accueillis à Château Services (Point d'Accès aux Droits métropolitain, nouveaux services départementaux, maintien d'une antenne CAF, développement du service Emploi, nombreuses permanences), en 2024, Quetigny va **poursuivre son engagement « France Services » et étoffer les activités et services proposés au logement de la Rue Ronde (l'appart'services).**

Quetigny, nouvellement adhérente au réseau villes amies des aînés a renforcé son programme d'activités auprès des séniors (guinguette, aquagym). En 2024, la consultation qui sera menée permettra d'identifier de nouvelles actions à déployer.

Enfin, après avoir refondu ses tarifs municipaux en 2023 en instaurant notamment un tarif plancher de la restauration collective à 1€, Quetigny envisage de maintenir ses grilles tarifaires en 2024 **garantissant aux familles l'accès aux loisirs et une qualité alimentaire à l'ensemble des enfants.**

Une commune Verte

L'engagement environnemental de Quetigny se poursuivra encore plus fortement d'ici la fin de mandat par plusieurs opérations de travaux structurantes :

- La finalisation des **aménagements paysagers au sein de la résidence intergénérationnelle** : création d'ilots de fraîcheur, jardins partagés, cheminements piétons...
- Les aménagements de la Plaine des Aiguisons viendront, en 2024, concrétiser la future Coulée Verte.
- La déconstruction de l'ancien Chalet Fanfare et l'aménagement d'un espace convivial et végétalisé.
- Sous-condition de cofinancement du Fonds Vert, la quasi-totalité de **l'éclairage public sera revalorisé en LED** en 2024 permettant ainsi à la commune de réaliser des économies de fonctionnement et d'améliorer son empreinte carbone.
- Le verdissement de la Place centrale (ilots de fraîcheur).
- L'organisation du festival de la biodiversité pour la première édition en 2024.

L'engagement environnemental pour la commune passe également par **le portage d'études thermiques stratégiques** nous permettant de prioriser les travaux de rénovation énergétique pluriannuels à porter.

Enfin, **Quetigny la Verte c'est un travail quotidien à travers l'Agenda 2030**, démarche engagée depuis de nombreuses années. Plusieurs concertations seront d'ailleurs lancées au second semestre 2024 avec les acteurs associatifs et économiques.

Un projet éducatif quetignois renouvelé, une offre culturelle de qualité

La commune ayant élaboré sa **Convention Territoriale Globale avec la CAF**, les nouvelles actions se concrétisent depuis 2 années.

Ainsi, le **Programme de Réussite Educative sera conforté en 2024** et bénéficiera d'un nouveau financement dans le cadre des « Quartiers Prioritaires de la Ville ». Les actions en matière d'aide à la scolarité (Pass'Réussite, Français Langue Etrangère...) qui bénéficient à plus de 200 élèves se développeront.

En matière de petite-enfance, la Grande Crèche Maria Montessori, **lauréate en 2024 du Fonds d'Innovation Petite enfance** (programme gouvernemental des 1 000 premiers jours) pourra ainsi mettre en place son projet tourné autour de l'environnement profitant de co-financements importants.

En 2024, le service municipal de l'action éducative, proposera pour la première année, **des ateliers thématiques sur des grands enjeux de société** au profit des élèves.

Quant à l'accueil des Quetignois aux centres de loisirs et sur les restaurations scolaires, la commune continuera d'adapter ses moyens pour répondre aux attentes croissantes des familles.

Enfin, l'Ecole Municipale de Musique, de Danse et des Arts (EMMDA) qui a su se redynamiser à la suite de la crise sanitaire, a élaboré tout récemment son nouveau projet d'établissement qui prévoit une offre culturelle de qualité, ouverte au plus grand nombre, le développement de nouvelles pratiques (Musique Assistée par Ordinateur) et des ateliers « hors les murs ».

Un projet sportif ambitieux

Après la rénovation des éclairages LED de ses équipements sportifs de plein air, l'installation d'un terrain de football synthétique, la rénovation de la piste d'athlétisme, **la commune poursuivra, en 2024, son projet sportif avec une opération structurante sur la plaine Mendes France.**

En effet, la plaine sportive connaîtra d'importants travaux de requalification de ses équipements les plus vieillissants laissant la place aux nouvelles pratiques sportives (beach volley, basket 3X3). L'opération englobera également la rénovation de certains terrains (city stade, piste de saut), l'extension de l'aire de pétanque, l'installation de sanitaires publics et de mobiliers conviviaux et la création d'ilots de fraîcheurs.

Le respect de la Tranquillité Publique et le développement des actions de prévention

Quetigny continuera à porter des chantiers éducatifs et poursuivra ses réunions thématiques de prévention (contre les cambriolages, les violences intra-familiales...).

Notre souci constant du respect de la tranquillité publique se concrétisera, en 2024, par la poursuite du **programme de vidéoprotection.**

Des Quetignois régulièrement consultés sur les projets communaux

Dans la poursuite des concertations menées en 2022 et 2023 (verger pédagogique, forêt urbaine, aménagements paysagers autour de la résidence intergénérationnelle), **les Quetignois continueront d'être consultés en 2024 sur la plaine des Aiguisons, l'Agenda 2030, la Ville Amie des Aînés...**

Enfin, dans le cadre de la concertation citoyenne sur les aménagements de la Plaine des Aiguisons, **les Quetignois profiteront pour la première fois en 2024, d'un budget participatif-citoyen à hauteur de 200 000€.**

3. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES PROPOSEES POUR 2024

3.1 Perspectives budgétaires sur la section de fonctionnement

En synthèse, l'exercice 2024 sera marqué par une **progression plus importante des recettes de fonctionnement que des dépenses : respectivement +4,5% et +3,1% par rapport au budget 2023**. Une trajectoire qui se traduira par un redressement de l'épargne brute entre 2023 et 2024 (comparaison entre BP).

Certes, la section de fonctionnement enregistrera les revalorisations salariales des agents publics, se traduisant par un chapitre qui augmentera de +5% (soit 400 000€ de BP à BP) ; mais les dynamiques enregistrées sur les recettes communales viendront contrebalancer ce bond.

Sur les recettes, en complément de la revalorisation des bases fiscales dont profite l'ensemble des collectivités, notons pour Quetigny la recette nouvelle liée au passage de la fibre qui alimente les data centers de Fauverney et Saint-Apollinaire (+130K€ correspondant à deux années de taxation) et la progression des subventions de fonctionnement liée au développement des services municipaux.

3.1.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement devraient enregistrer une **dynamique de l'ordre de +4,5%**, soit une augmentation de 597K€ par rapport au BP 2023 pour s'établir à 13,86 M€. Lors de l'élaboration du Rapport d'Orientations Budgétaires, les grandes tendances suivantes sont précisées :

Une progression des recettes de fiscalité directe sous l'effet de la revalorisation des bases

A taux d'imposition constants, le produit de fiscalité directe perçu par la ville devrait connaître une augmentation de +213 K€ en comparaison au produit estimé dans le cadre du BP 2023.

Ainsi, le produit de la fiscalité directe locale est estimé à **5,962 M€ pour 2024**, tenant compte des hypothèses suivantes :

- La revalorisation des bases sur les locaux d'habitation et industriels à un niveau important de +3,9% (comme explicité plus haut dans le rapport).
- La revalorisation des bases des locaux professionnels et commerciaux assise sur l'évolution des loyers selon une hypothèse optimiste de +1%

➔ **Pour la commune de Quetigny, les bases de ces locaux pèsent pour plus de 40% dans le total des bases communales.**

- Le produit supplémentaire lié aux nouveaux programmes de logements : une évaluation calculée à partir de la valeur locative moyenne.

Des autres recettes fiscales qui se compensent

Après deux années de diminution drastique, la **Dotation de Solidarité Communautaire se stabilise à 600K€ en 2024** (contre 885K€ il y a deux ans).

Le budget 2024 devrait par ailleurs enregistrer des recettes supplémentaires sur la Taxe sur la consommation finale d'électricité (+30K€) en lien avec la réforme nationale d'harmonisation et de simplification de ce panier fiscal perçu par les différents échelons locaux.

Cette augmentation viendra compenser le montant prudent inscrit sur les DMTO en 2024 à 270K€ (Droits de Mutation à Titre Onéreux) au regard du montant perçu en 2023.

Des produits des services dynamiques grâce, principalement à la nouvelle redevance « fibre »

Comme indiqué en chapeau introductif, le budget 2024 enregistrera une nouvelle redevance liée au passage sur des voies communales de plusieurs fourreaux fibre afin d'alimenter les data centers de Fauverney et Saint-Apollinaire. La recette annuelle est estimée à 65K€ étant entendu que l'exercice 2024 enregistra deux années de redevance, soit une **recette nouvelle de près de 130 000€**.

Quant aux autres produits des services, le budget 2024 devrait enregistrer des **augmentations des facturations usagers (+20K€), à tarifs constants**, en lien avec les fréquentations croissantes sur les services de la petite-enfance et de l'école de musique et une majoration des recettes liée aux locations de la Colline.

Une enveloppe de Dotation Globale de Fonctionnement qui devrait se stabiliser

Sur la dotation globale de fonctionnement, le budget 2024 intégrera des hypothèses moins pessimistes que celles inscrites au budget précédent au regard des dotations forfaitaires et rurales réellement perçues en 2023.

Après plusieurs années de ponctions drastiques, le **montant global de dotation étatique devrait se stabiliser autour de 280 000€** avec un effet de vase communicant : la baisse qui sera enregistrée sur la dotation forfaitaire devrait être compensée sur la dotation de solidarité rurale.

Des subventions nouvelles en lien avec le développement des services municipaux

En 2024, le budget enregistra des subventions de fonctionnement nouvelles ou majorées, notamment de l'Etat : le Fonds d'innovation de la Petite Enfance (30K€), la majoration du soutien de l'Etat pour l'accueil France Service (40K€).

Des participations CAF en progression

Dans le cadre de leur convention d'objectifs et de gestion 2023-2026, les Caisses d'Allocations Familiales ont sanctuarisé les aides versées aux collectivités via la revalorisation des différentes Prestations de Service, la prise en compte d'un créneau horaire plus important sur le temps méridien, la majoration de certains bonus territoire et le reversement automatique des Aides aux Temps Libres.

Sur l'exercice 2023, la commune a perçu plus de 800 000€ de subvention à ce titre ; un montant qui sera *a minima* renouvelé en 2024.

3.1.2 Les dépenses de fonctionnement

Les **dépenses de fonctionnement de la commune progresseront en 2024 de +3,1%** (soit **+390K€**) pour s'établir à **un peu plus de 13M€** ; une hausse qui s'explique quasi-exclusivement par les revalorisations sur la masse salariale et, dans une moindre mesure, le remboursement des intérêts de la dette.

A noter cependant que la commune de Quetigny est très fortement impactée sur ses dépenses de personnel au regard de son mode de gestion en régie directe pour la quasi-totalité de ses services publics. **A contrario, les budgets 2023 et 2024 ne sont que faiblement dégradés par les hausses subies sur des marchés ou des délégations de services publics comme une grande majorité de collectivités.**

Des dépenses de personnel qui progressent de +5% entre les BP 2023 et 2024 intégrant les dispositifs successifs de revalorisation

En 2024, les dépenses de personnel **s'établiraient à 8,9M€** (contre 8,5M€ au BP 2023), soit +400K€. Rappelons que la commune a voté une décision modificative en fin d'année 2023 qui est venue abonder le chapitre des dépenses de personnel de 90 000€. Ainsi, au regard du montant exécuté en 2023, ce chapitre augmente de 326K€.

La progression de ce chapitre s'explique en particulier par **la prise en compte en année pleine des réformes 2023** (la revalorisation du point d'indice de +1,5% au 1^{er} juillet 2023 et les majorations des bas salaires) mais également la **valorisation de 5 points d'indice pour l'ensemble des agents publics au 1^{er} janvier 2024.**

Enfin, La **Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA)**, qui complète la rémunération des agents dont le traitement brut a évolué moins vite que l'indice des prix à la consommation sur 4 ans devrait logiquement être reconduite. Son coût devrait être un peu moins élevé qu'en 2023, compte tenu des revalorisations indiciaires.

Des prix des énergies qui se maintiendront à un niveau important mais sur des montants moins élevés que le prévisionnel 2023

Après deux années où les projections sur les montants des fluides étaient rendues très complexes dans un contexte de forte incertitude, **le montant global des fluides (hors eau) est inscrit autour de 630K€ pour l'exercice 2024** (contre plus de 728K€ au prévisionnel 2023). Au regard des montants exécutés en 2023, le budget 2024 enregistre une augmentation de + 80K€ environ.

Postes	CA 2019	CA 2021	CA 2022	Réalisé 2023	BP 2024
Energie - Electricité	164 314 €	163 739 €	185 497 €	194 085 €	234 500 €
Chauffage Urbain	140 393 €	212 144 €	229 331 €	222 098 €	228 620 €
Combustible Gaz	78 171 €	111 942 €	158 608 €	90 338 €	120 000 €
Carburants	38 797 €	35 938 €	47 214 €	48 033 €	50 400 €
TOTAL	421 675 €	523 763 €	620 651 €	554 554 €	633 520 €

Une inflation qui se répercute sur quelques postes, principalement les marchés publics

Conséquence directe de l'inflation, l'exercice 2024 enregistra des hausses sur ses quelques marchés publics importants (principalement la livraison de repas dans les restaurations collectives) pour un montant global de 50K€ environ.

A la toute marge, le montant des assurances et l'acquisition de certaines fournitures viendront également majorer les dépenses globales.

Des charges financières qui continueront de progresser en 2024

Les prévisions pour le BP 2024 s'agissant des remboursements d'intérêts d'emprunt enregistreront une **augmentation de l'ordre de +20K€, passant de 75K€ en 2023 à 95K€ sur l'exercice 2024**, traduisant la nette remontée des taux d'intérêt et leur forte volatilité.

3.1.3 Les niveaux d'épargne

Au stade de l'élaboration du Rapport d'Orientations Budgétaires, **l'épargne brute de la commune s'établirait à 790 000€ environ**, contre 580 000€ au budget 2023 traduisant ainsi une amélioration du niveau d'épargne.

Après déduction du remboursement du capital de la dette, **l'épargne nette se situerait, dans la prévision 2024, à 490 000€ environ** contre 340 000€ au budget 2023.

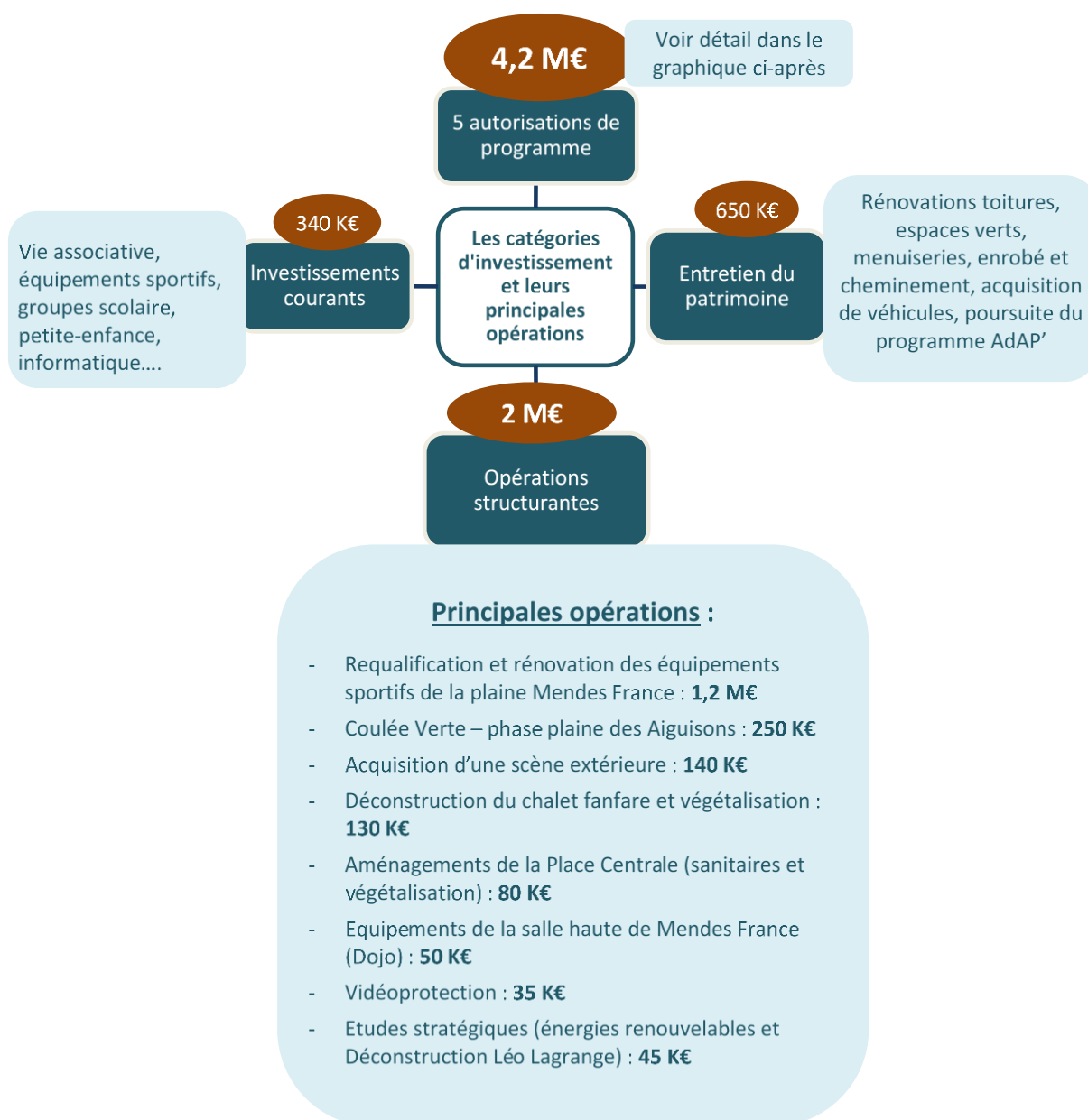
Ainsi, entre 2023 et 2024, la commune améliorerait ses niveaux d'épargne.

3.2 Perspectives budgétaires sur la section d'investissement

Comme développé ci-avant dans les priorités municipales, **le programme d'investissement pour 2024 traduira la mise en œuvre des programmes pluriannuels planifiés dans les AP-CP, le portage de plusieurs opérations structurantes et la poursuite de l'entretien du patrimoine municipal** pour un montant total supérieur à 7 M€. A ces dépenses s'ajoute le remboursement du capital de la dette pour un montant de 300 K€.

3.2.1 Les dépenses d'investissement

Le budget 2024, bâti sur des dépenses d'équipements de 7,2M€ (hors reste-à-réaliser), soit un niveau ambitieux, se décompose ainsi :



Présentation des Autorisations de Programmes – Crédits de Paiement (AP-CP)



PLAINE MENDÈS- FRANCE

2024 - 1.2M d'€

La commune poursuit la rénovation de ses équipements sportifs en requalifiant et modernisant les terrains et équipements extérieurs situés sur la Plaine Mendes France. Les équipements seront remis aux normes et adaptés aux nouvelles pratiques sportives. Le cadre de vie de la plaine sera amélioré : ilots de fraîcheurs, sanitaires, mobilier urbain, végétation, etc.

Subventions sollicitées : 600 000 €

- CD 21 - Contrat Grand Projet
- Etat - Agence Nationale du Sport / DSIL
- Fédérations sportives

PLAINE DES AIGUIONS

2024 - 250 000€

Dans le cadre de l'opération globale de "Coulée Verte", la commune réaménage la Plaine des Aiguions. Le projet est coconstruit avec les habitants de Quetigny et permettra de créer un espace vert ouvert à tous, favorisant le lien social et les activités de plein air.

Subventions sollicitées : 100 000€

- CD 21 - Contrat Grand Projet
- RBFC - Infrastructures vertes
- Etat - Fonds d'Appui pour des territoires innovants seniors

AIRE DE LOISIRS - CHALET FANFARE

2024 - 130 000€

La commune va détruire le bâtiment inoccupé « Chalet Fanfare » pour le transformer en espace de convivialité végétalisé. Ces travaux permettront de déconstruire une friche urbaine, de développer le lien social, d'améliorer le cadre de vie et de répondre aux enjeux de développement de la biodiversité (renaturation du site).

Subventions sollicitées : 60 000€

- CD 21 - Transition écologique
- Etat - Fonds Vert

3.2.2 Le financement du programme d'investissement

La recherche de cofinancements

La commune de Quetigny inscrit systématiquement sa stratégie d'investissement dans une recherche optimisée de subventions, activant les différents leviers de co-financements.

En matière de subventions, **l'exercice 2024 enregistra un montant d'environ 2,7M€** de subventions dont :

- 1,34 M€ au titre des restes-à-réaliser (subventions notifiées en 2023 mais non-versées)
- 1,4 M€ au titre des subventions nouvelles (hypothèse très prudente dans le cadre de la préparation budgétaire).

Les subventions nouvelles concerneront notamment les projets suivants :

- **Déconstruction du site Ex-Enita** : 480K€ au titre du Fonds Vert « Recyclage foncier » (avance de 120 K€ perçue en 2023 sur la subvention globale de 600K€) et 200K€ de Fonds de concours métropolitain
- **Rénovation des équipements sportifs de la Plaine Mendes France** : autour de 500K€ des différents co-financeurs (Agence Nationale du Sport, Conseil Départemental, Fédérations sportives...)
- La **rénovation des éclairages publics dans le cadre du Fonds Vert** (80K€ a minima)
- La **Plaine des Aiguisons** : environ 100K€ du Conseil Départemental, de l'Etat et la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Autres recettes d'investissement

Le budget 2024 enregistrera également les recettes d'investissements suivantes :

- Les **produits de cessions** estimées à **583 K€** liés aux ventes d'une parcelle au profit de la société CLAZ/GUITON pour 175K€, la cession d'une parcelle rue du Golf pour 8,2K€ et la soulte qui sera reversée par l'EPFL dans le cadre de l'opération Vatel (400K€).
- L'enveloppe de Fonds de **Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée** (FCTVA) qui est estimée, au stade du ROB à **300K€**.
- La **restitution d'avance** à hauteur de 55,2 K€ vise la recette liée au paiement étalé sur 18 ans au profit de la Mutualité pour les locaux accueillant notamment Epimut.

Emprunt d'équilibre du projet de budget 2024

Aussi, à ce stade de la construction du budget, c'est-à-dire avant la reprise du résultat global de clôture excédentaire de l'exercice 2023 mais en tenant compte des restes à réaliser en investissement, un emprunt d'équilibre de 3 M€ environ devrait être inscrit.

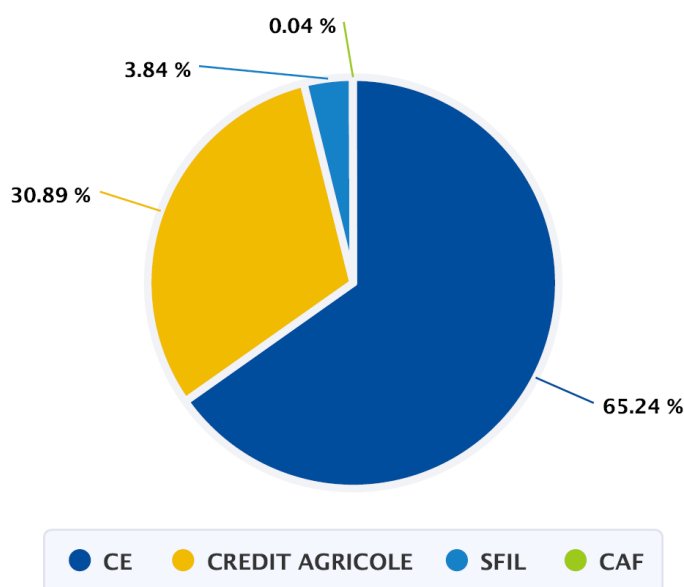
3.3 La structure et la gestion de la dette

Les états de la dette joints en annexe donnent une vision de l'encours et de sa répartition.

Plus pédagogiquement, au 1^{er} janvier 2024, l'encours de la dette (capital restant dû) s'élèverait à 4,125 M€, en tenant compte :

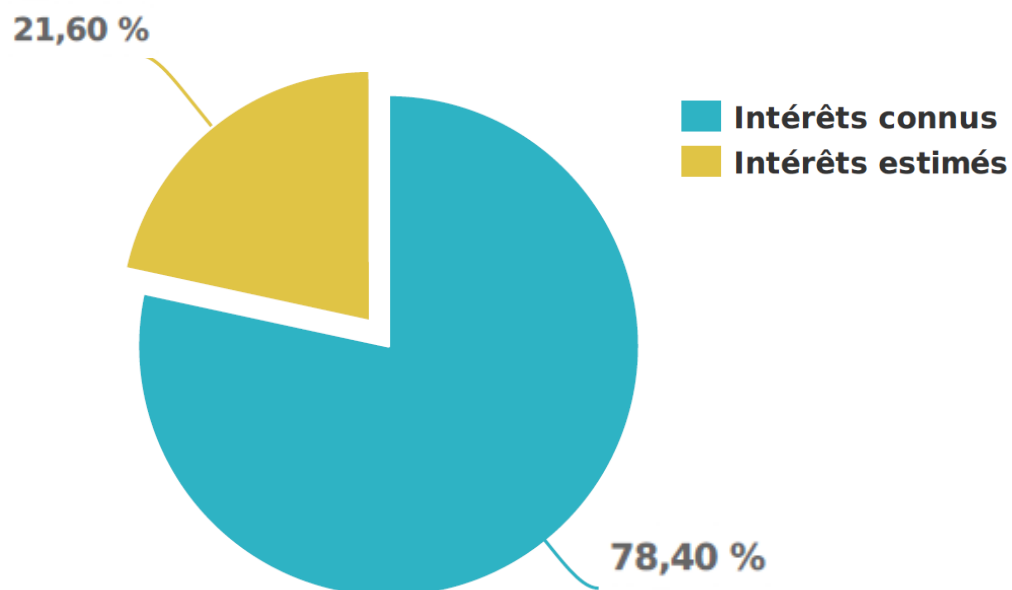
- Des **emprunts antérieurs à 2021**, plus précisément :
 - L'emprunt Dexia contracté en 2011 pour un montant initial de 346K€ (échéance 2031).
 - L'emprunt du Crédit Agricole Champagne-Bourgogne en 2020 pour un montant initial de 400K€ (échéance 2035).
- De la mobilisation de **deux nouveaux emprunts au mois d'août 2021**, période où les niveaux de taux étaient particulièrement bas :
 - Un emprunt d'**1 M€** auprès de la Caisse d'Epargne BFC sur **15 ans** à **taux révisable** sur index Euribor 3 mois de **+0.25%** (échéance 2036).
 - Un emprunt d'**1 M€** auprès du Crédit Agricole Champagne-Bourgogne sur **20 ans** à **taux fixe de +0.56%**. Une première phase de mobilisation a été actée en octobre 2021 à hauteur de 100K€ puis la totalité au premier trimestre 2023 (échéance 2041).
- De la contractualisation d'un emprunt de **2M€** en 2022 auprès de la Caisse d'Epargne sur 15 ans à taux fixe de +1,50% (échéance 2037).
- Des **emprunts auprès de la CAF pour un montant total de 80 000€** : modalités de financement imposées par la CAF dans le cadre du versement d'une partie des subventions du mobilier multi-accueil, de l'extension Pierre Desproges et la construction de La Parenthèse.

Répartition de la dette par prêteur :



Source : Finance Active, module Optimdette

Répartition entre intérêts connus et estimés :



Source : Finance Active, module Optimdette

L'annuité de la dette 2024 est estimée à 395 K€ (contre 355K€ en 2023) répartis comme suit :

- 300 K€ de remboursement de capital (inscrits en dépenses d'investissement)
- 95 K€ d'intérêts (inscrits en dépenses de fonctionnement)

4. ANNEXES

[Annexe 1](#) : Evolution et structures prévisionnelles des dépenses de fonctionnement

[Annexe 2](#) : Evolution et structures prévisionnelles des recettes de fonctionnement

[Annexe 3](#) : Evolution et structures prévisionnelles des dépenses d'investissement

[Annexe 4](#) : Evolution et structures prévisionnelles des recettes d'investissement

[Annexe 5](#) : Evolution prévisionnelle de l'épargne brute et de l'épargne nette

[Annexe 6](#) : Autorisations de Programme ouvertes

[Annexe 7](#) : Gestion des Ressources Humaines (structure des effectifs et dépenses de personnel)

[Annexe 8](#) : Etats de la dette

Annexe 1 :
Evolution et structures prévisionnelles des dépenses réelles de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	BP 2023	BP 2024	Evolution		Structure
			Ecart BP à BP	Var° BP à BP	En % des DRF
011 - Charges à caractère général	2 986 321	3 018 028	31 707	1%	23%
012 - Charges de personnel	8 500 000	8 900 000	400 000	5%	68%
65 - Participations et subventions	1 032 220	972 220	- 60 000	-6%	7%
66 - Charges financières	75 000	95 000	20 000	27%	1%
67 - Charges exceptionnelles	7 000	25 000	18 000	257%	0%
014 - Atténuations de produits	82 000	62 000	- 20 000	-24%	0%
Dépenses réelles de fonctionnement	12 682 541	13 072 248	389 707	3,1%	100%

Annexe 2 :
Evolution et structures prévisionnelles des recettes réelles de fonctionnement

			Evolution		Structure
Recettes de fonctionnement	BP 2023	BP 2024	Ecart BP à BP	Var° BP à BP	En % des RRF
70 - Produit des services	978 600	1 138 200	159 600	16%	8%
731 - Fiscalité locale	5 749 226	5 961 973	212 747	4%	43%
73 - Impôts et taxes	4 804 492	4 813 104	8 612	0,2%	35%
74 - Participations et subventions reçues	1 598 038	1 800 000	201 962	13%	13%
75 - Autres produits de gestion courante	116 100	130 000	13 900	12%	1%
013 - Atténuation de charges	15 000	15 000	-	0%	0%
Recettes réelles de fonctionnement	13 261 456	13 858 277	596 821	4,5%	100%

Annexe 3 :
Evolution et structures prévisionnelles des dépenses réelles d'investissement

Dépenses d'investissement	BP 2023	BP 2024	Evolution		Structure
			Ecart BP à BP	Variation BP à BP	En % des DRI
16 - Emprunts et dettes	240 000	300 000	60 000	25%	4%
204 - Subventions d'équipement versées	40 000	90 000	50 000	125%	1%
20 - Immobilisations incorporelles	258 077	595 610	337 533	131%	8%
21 - Immobilisations corporelles	3 245 106	3 296 214	51 108	2%	44%
23 - Immobilisations en cours	2 872 510	3 218 176	345 666	12%	43%
Dépenses réelles d'investissement	6 655 693	7 500 000	844 307	13%	100%

Annexe 4 :
Evolution et structures prévisionnelles des recettes réelles d'investissement

Recettes d'investissement	BP 2023	BP 2024	Evolution		Structure
			Ecart BP à BP	Variation BP à BP	En% des RRI
10 - Fonds propres d'origine externe	300 000	300 000	-	0%	6%
13 - Subventions d'équipement reçues	880 900	1 400 000	519 100	59%	26%
16 - Emprunt d'équilibre *		3 015 562	3 015 562		56%
024 - Produits de cessions d'immobilisations	660 000	583 000	- 77 000	-12%	11%
27 - Autres immobilisations financières	55 220	55 220	-	0%	1%
Recettes réelles d'investissement	1 896 120	5 353 782	3 457 662	182%	100%

* Emprunt d'équilibre inscrits au stade du rapport d'orientations budgétaires, avant la reprise du résultat global de clôture excédentaire de l'exercice 2023.

Annexe 5 : Evolution prévisionnelle de l'épargne brute et de l'épargne nette

	BP 2023	BP 2024	Evolution	
Ratio RRF / DRF	1,05	1,06	0,01	1%
Autofinancement (épargne brute retraitée)	578 915	786 029	207 114	36%
Autofinancement (épargne nette)	338 915	486 029	147 114	43%

Annexe 6 : Autorisations de Programme ouvertes
Autorisation de Programme « Construction de la Médiathèque Troisième Lieu La Parenthèse »

	Total cumulé (TTC)	Crédits de paiement						
		2019 (réalisé)	2020 (réalisé)	2021 (réalisé)	2022 (réalisé)	2023 (réalisé)	2024 (prévisionnel)	2025 (prévisionnel)
Dépenses	5 541 000	47 070	102 047	590 621	1 221 401	2 026 626	1 530 235	23 000
Ventilation des crédits de paiement :								
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	22 548	1 188	-	864	-	13 796	6 700	-
2033 - Frais d'insertion	4 240	1 188		864		1 188	1 000	-
2051 - Concessions et droits similaires (logiciel)	18 308					12 608	5 700	-
							-	
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	2 312 408	-	-	488 249	965 609	240 192	615 358	3 000
2121 - Plantations d'arbres et arbustes (toit végétal)	30 000					-	30 000	-
21314 - Bâtiments culturels (VEFA)	1 581 408			488 249	936 994	156 166		-
21621 - Acquisition de fonds	115 000				28 615	60 749	25 636	-
21838 - Autres matériels informatiques	90 000					7 380	82 620	-
21848 - Mobilier	375 000					-	375 000	-
2188 - Autres immobilisations corporelles (matériel scénique, sonorisation, électroménager)	46 000					15 897	30 103	-
2188 - Autres immobilisations corporelles (matériels services techniques, pompe de puisage)	35 000					-	35 000	-
2188 - Autres immobilisations corporelles (aléas)	40 000					-	37 000	3 000
							-	-
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	3 206 043	45 882	102 047	101 508	255 792	1 772 638	908 176	20 000
2313 - Constructions	2 640 229	45 882	102 047	101 508	255 792	1 772 638	362 362	-
2313 - Maîtrise d'œuvre externe	170 000					-	170 000	-
2313 - Aléas	395 814					-	375 814	20 000
	-							
Ressources (hors FCTVA)	5 541 000	47 070	102 047	590 621	1 221 401	2 026 626	1 530 235	23 000
Subventions d'équipement	3 233 500			2 279 151	132 891	396 244	425 214	
Ressources propres / emprunt (avant récupération FCTVA)	2 307 500	47 070	102 047	1 688 530	1 088 510	1 630 382	1 105 021	23 000

Autorisation de Programme « Déconstruction du site ex-Enita »

	Total cumulé (y compris pour N) (TTC)	Crédits de paiement		
		2023 (prévisionnel)	2024 (prévisionnel)	2025 (prévisionnel)
DEPENSES	2 310 000	24 090	2 235 910	50 000
	-			
Chapitre 20 - Immobilisations Incorporelles	260 000	24 090	235 910	-
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	2 050 000	-	2 000 000	50 000
RESSOURCES externes	1 536 282	180 000	1 348 080	8 202
Subventions d'équipement - Etat - Fonds verts "recyclage foncier"	600 000	180 000	420 000	-
Fonds de concours Dijon Métropole	200 000		200 000	
Soulte EPFL liée aux cessions des parcelles	400 000		400 000	
FCTVA	336 282		328 080	8 202
Ressources propres	773 718	- 155 910	887 830	41 798

Autorisation de Programme
« Les Aiguisons : rénovation thermique du restaurant scolaire et autres travaux sur le groupe scolaire »

	Total cumulé (y compris pour N) (TTC)	Crédits de paiement			
		2023 (réalisé)	2024 (prévisionnel)	2025 (prévisionnel)	2026 (prévisionnel)
DEPENSES	800 000	-	45 000	440 000	315 000
	-				
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	100 000	-	45 000	40 000	15 000
2031 - Frais d'études	100 000	-	45 000	40 000	15 000
	-				
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	700 000	-	-	400 000	300 000
2313 - Constructions	700 000			400 000	300 000

Autorisation de Programme « Rénovation de l'éclairage public communal »

	Total cumulé (y compris pour N) (TTC)	Crédits de paiement		
		2023 (réalisé)	2024 (prévisionnel)	2025 (prévisionnel)
DEPENSES	322 000	-	312 000	10 000
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	2 000	-	2 000	-
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	320 000	-	310 000	10 000

Autorisation de Programme « Etudes thermiques »

	Total cumulé (y compris pour N) (TTC)	Crédits de paiement		
		2023 (réalisé)	2024 (prévisionnel)	2025 (prévisionnel)
DEPENSES	200 000	-	140 000	60 000
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles <i>Frais d'études</i>	200 000	-	140 000	60 000
RESSOURCES externes	160 000	-	48 000	112 000
Subvention Etat Fonds Vert - "Ingénierie"	160 000		<i>48 000</i>	<i>112 000</i>

Annexe 7 :

Gestion des Ressources Humaines (structure des effectifs et dépenses de personnel)

Structure des effectifs :

Prévisionnel

Par statut :	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24
Titulaires	162	163	161	152	145	146
Contractuels permanents	31	33	33	39	39	33
Contractuels non permanents	54	46	49	55	43	50
TOTAL	247	242	243	246	227	229

Par catégorie (et équivalence) :	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23	déc-24
Catégorie A	27	25	27	27	23	22
Catégorie B	36	35	30	41	41	41
Catégorie C	184	182	186	178	163	166
TOTAL	247	242	243	246	227	229

Dépenses de personnel :

Eléments de rémunération	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Traitement de base	4 399 263	4 457 965	4 536 333	4 614 738	4 696 780	4 857 813
<i>Evolution</i>	0%	1%	2%	2%	2%	3%
Régime indemnitaire	934 034	988 509	972 224	967 264	1 006 856	1 071 830
<i>Evolution</i>	2%	6%	-2%	-1%	4%	6%
(dont prime annuelle)	537 758	537 841	523 953	503 963	528 623	540 000
<i>Evolution</i>	1%	0%	-3%	-4%	5%	2%
NBI	46 634	35 760	34 485	34 128	30 374	59 523
<i>Evolution</i>	-22%	-23%	-4%	-1%	-11%	96%
Heures supplémentaires rémunérées	36 916	24 145	33 691	45 277	40 231	46 851
<i>Evolution</i>	-1%	-35%	40%	34%	-11%	16%
Avantages en nature	10 743	9 070	11 029	10 790	10 627	10 000
<i>Evolution</i>	-1%	-16%	22%	-2%	-2%	-6%

Durée effective du travail dans la commune	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Equivalent temps plein	1 569 h	1 569 h	1 569 h	1 607 h	1 607 h	1 607 h

Annexe 8 : Etats de la dette

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					4 745 549,30									
1641 Emprunts en euros (total)					4 745 549,30									
201101	SFIL CAFFIL	03/12/2001	01/01/2010	01/01/2011	345 549,30	F	Taux fixe à 5.14 %	5,140	5,140	EUR	A	P	O	A-1
202001	CREDIT AGRICOLE	16/12/2020	26/12/2020	15/03/2021	400 000,00	F	Taux fixe à 0.31 %	0,310	0,310	EUR	T	P	O	A-1
2021001	CAISSE D'EPARGNE	03/09/2021	25/10/2021	25/01/2022	1 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.25)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,250	0,254	EUR	T	P	O	A-1
2021002	CREDIT AGRICOLE	20/10/2021	29/10/2021	10/01/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,561	EUR	T	P	O	A-1
2022001	CAISSE D'EPARGNE	15/06/2022	16/06/2022	25/09/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,508	EUR	T	P	O	A-1
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)					3 107,50									
1681 Autres emprunts (total)					3 107,50									
201900258	Caisse Allocations Familiales	18/11/2019	23/08/2021	01/09/2022	3 107,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					4 748 656,80									